



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général

Direction générale Développement organisationnel et Services
Direction Ressources humaines
La directrice

Aux ambassadeurs et ambassadrices

Représentants et représentantes
permanents des États membres
auprès de
l'Union européenne

(par courrier)

Bruxelles, le 27 juin 2022

Objet: **Détachement d'un(e) expert(e) national(e) auprès du secrétariat général du Conseil**
DG JUR: Service juridique
Direction 1: Compétitivité, environnement, transports, télécommunications et énergie
Réf.: END/09/2022 (poste 400982)

Madame l'Ambassadrice, Monsieur l'Ambassadeur,

Le Service juridique du Conseil devrait renforcer l'équipe de conseillers juridiques de sa Direction 1 "Compétitivité, environnement, transports, télécommunications et énergie" et recherche donc un(e) expert(e) national(e) détaché(e) ayant une connaissance approfondie du droit de l'UE, du fonctionnement et des procédures de l'UE, ainsi qu'une expérience pratique dans les domaines couverts par la description de poste. L'expert(e) national(e) détaché(e) sera chargé(e) des tâches de conseiller(-ère) juridique au sein du Service juridique (par exemple, fournir des conseils juridiques et assister le Conseil et ses instances préparatoires, représenter le Conseil et le Conseil européen dans les affaires portées devant le Tribunal et la Cour de justice).

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prorogation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. Veuillez noter qu'en application de l'article 5 de la décision (UE) 2015/1027 du Conseil, ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire maximale de deux ans.

Les qualifications et l'expérience requises sont précisées dans l'annexe. L'expert(e) devrait prendre ses fonctions au secrétariat général du Conseil dès que possible, et en tout état de cause, au plus tard en **septembre/octobre 2022**.

L'expert(e) sera recruté(e) dans le cadre d'un **détachement sans frais**.

Les conditions du détachement sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts détachés auprès du secrétariat général du Conseil (Décision (UE) 2015/1027 - JO L 163 du 30.6.2015 - abrogeant la décision 2007/829/CE). En vertu de l'article 6, l'employeur de l'expert(e) continue de rémunérer l'expert(e) et d'assurer l'ensemble de ses droits sociaux, en particulier en matière de sécurité sociale, d'assurance et de retraite.

En outre, en vertu de l'article 1^{er} de cette décision, les articles 18, 19 et 20 ne sont pas applicables aux expert(e)s détaché(e)s sans frais. En pratique, les expert(e)s détaché(e)s sans frais n'ont droit à aucune indemnité ni remboursement de frais de voyage de la part du secrétariat général du Conseil.

Conformément à l'article 2 de cette décision, les expert(e)s doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidat(e)s qualifié(e)s pour ce poste.

Je vous saurais gré de bien vouloir diffuser le présent appel à candidatures auprès des services concernés de vos administrations nationales.

Les actes de candidature, accompagnés d'un curriculum vitæ détaillé et d'une lettre de motivation, doivent être transmis par l'intermédiaire des administrations nationales et doivent comporter le nom du point de contact national responsable pour chaque candidat(e). Ils doivent être transmis par courrier électronique au plus tard le **8 juillet 2022 à 18 heures (heure de Bruxelles)**, à l'adresse suivante: sne.recruitment@consilium.europa.eu.

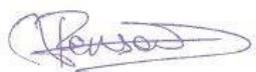
Le Service juridique du Conseil et la Direction des ressources humaines examineront conjointement les candidatures reçues, feront une première sélection et mèneront les entretiens.

L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le secrétariat général du Conseil peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants correspondant au même profil.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du secrétariat général du Conseil en s'adressant à M^{me} Emer FINNEGAN (tél. + 32 2 281 5283, courriel: emer.finnegan@consilium.europa.eu), directrice de la Direction 1 du Service juridique du Conseil.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Nathalie Pensaert



Annexe

ANNEXE

Expert(e) national(e) détaché(e) (END) sans frais auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne

DG JUR: Service juridique

Direction 1: Compétitivité, environnement, transports, télécommunications et énergie

Réf.:END/09/2022 - 1 poste

Description du poste

A. Tâches et responsabilités

En tant que membre de la Direction 1 du Service juridique, le/la conseiller(-ère) juridique sera appelé(e):

- à fournir des conseils et des avis oraux ou écrits sur des questions juridiques et institutionnelles au Conseil et/ou à ses instances préparatoires et/ou aux différents services du SGC;
- à conseiller la présidence et/ou le SGC afin de contribuer à trouver des solutions juridiquement correctes et acceptables pour l'organe concerné;
- à suivre les travaux d'une ou plusieurs instances préparatoires du Conseil ou du Conseil lui-même (en participant à des réunions et, le cas échéant, à des briefings);
- à contribuer à assurer la sécurité juridique des actes du Conseil, la qualité rédactionnelle et la conformité avec les règles et procédures applicables;
- à réaliser des tâches de conception, des études et des analyses juridiques; et
- si nécessaire, à participer à la préparation de travaux visant à assister et à représenter l'institution dans le cadre de litiges et, le cas échéant, d'affaires portées devant les instances juridictionnelles de l'Union.

B. Qualifications et expérience requises

Essentiel:

- Être titulaire d'un diplôme universitaire en droit (niveau master)
- Avoir une très bonne connaissance du français et de l'anglais permettant de communiquer et d'écrire dans ces deux langues
- Avoir une connaissance approfondie du droit de l'UE
- Avoir une connaissance approfondie du fonctionnement et des procédures de l'UE
- Posséder cinq ans d'expérience dans le domaine juridique

Atout:

- Avoir une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne¹

C. Dispositions et aptitudes requises

- Être capable d'anticiper et de repérer d'éventuels problèmes et de les résoudre
- Avoir une excellente capacité de communication à l'oral comme à l'écrit
- Être capable de travailler dans un environnement international et multiculturel et avec de multiples acteurs de la sphère diplomatique et militaire
- Être capable de s'adapter à différentes situations et de travailler sous pression dans des délais serrés
- Être apte à travailler en équipe et faire preuve de flexibilité en ce qui concerne la présence et l'horaire de travail, en fonction des besoins du service

D. Conditions générales

Les candidats et candidates doivent:

- être ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne et jouir de tous leurs droits civiques;
- se trouver en situation régulière au regard des lois de recrutement applicables en matière de service militaire.

Le secrétariat général du Conseil applique une politique en matière de diversité et d'inclusion.

¹ Les langues de l'UE sont les suivantes: allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois et tchèque.